Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 379

Artikel: Super-Phœnix : avertissement à Paris
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023909

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 25.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Super-Phœnix : avertissement à Paris

Super-Phœnix (surgénérateur français, prévu à 72 km. de Genève ; cf. notamment, DP 372) : le débat s'amplifie. Au début, ce furent les grandes manifestations non-violentes, avec les réactions gouvernementales et policières que l'on sait ; puis les opposants décidèrent de poursuivre leur action au sein de petits groupes locaux (aujourd'hui, les comités « Malville » se multiplient et leur nombre dépasse la quinzaine — des nouvelles détaillées de cette résistance dans « Super-Pholix », c/o Georges David, Le Poulet, 01680 Lhuis) ; ces dernières semaines, il semble que le mouvement de contestation ait trouvé quelque écho dans le monde politique de la région. Un pas vers une remise en question globale du projet, un pas « moral » qui ne doit pas être surestimé, eu égard à la centralisation extrême des décisions outre-Jura en matière de politique énergétique, un pas qui mérite pourtant d'être souligné par quelques développements.

Trois préalables

Les 23 et 24 septembre dernier donc, le Conseil général de l'Isère réuni à Grenoble, par le vote de sa majorité socialiste (19 voix contre 15 et 10 abstentions communistes), demandait au Gouvernement français de surseoir à la construction de Super-Phœnix, tant que trois préalables ne seraient pas respectés :

— l'ouverture d'un grand débat national sur la politique énergétique française (avec vote d'une « loi-cadre » par le Parlement) ;

— la création d'une Agence nationale de sécurité ;

— la nationalisation de l'industrie électro-nucléaire (prévue par le « programme commun »), ou du moins la prise de participation majoritaire de l'Etat dans ces entreprises [1].

Une fois de plus, le débat (public et fouillé, 36 heures d'exposés scientifiques et politiques) mettaient en lumière le transfert progressif à l'industrie privée de toute la technologie nucléaire, transfert consenti par les autorités françaises, avec tout ce que cela suppose d'aléatoire au chapitre de la sécurité et de la définition des objectifs réels du développement de la branche (surenchère commerciale).

Un écho en Suisse ?

L'« avertissement » du Conseil général de l'Isère doit aussi être entendu en Suisse : les pouvoirs publics ne sont-ils pas fondés à demander des comptes précis à leurs homologues français sur les dangers que fait courir à la zone frontalière l'implantation de Super-Phœnix, qui plus est, laissée entre les mains des marchands d'énergie ?

---

[1] « L'Unité » No 219 (1 au 7 octobre).

Du béton sur l'avenir

Les Genevois souffrent d'une indigestion de béton. Plus question de leur en proposer à doses massives : autoroutes, extension de l'aéroport, pour ne citer que ces exemples, sont rejetées avec un haut-le-corps.

Voilà pour le diagnostic superficiel, à hauteur de consultations démocratiques et autres votations. La réalité est beaucoup moins nette : en fait, sans qu'ils s'en rendent compte, les Genevois absorbent autant de béton qu'avant, mais à doses homéopatiques...

La relance a bon dos

Sous le couvert de la relance, le libéral Vernet multiplie les projets de modeste envergure, voies de contournement (Villette, Collonge-Bellerive, Puplinge), élargissement des voies traversant des localités (Vésenaz, Versoix, route d'accès à Onex).

De son côté, le radical Schmitt, à l'encontre de toutes les règles budgétaires, fait en sorte que l'agrandissement de l'aéroport échappe au contrôle populaire. Le système ? La Swissair construit... et M. Schmitt rembourse par acomptes à travers le budget ordinaire, via le poste « Fonds d'adaptation et de renouvellement ». Il suffisait d'y penser !

Ce gouvernement sans imagination vient de faire accepter à un Grand Conseil à son image la semi-autoroute de contournement de Carouge qui enterre définitivement le projet de liaison ferroviaire entre les deux lignes qui parcourent le territoire du canton et aurait permis une desserve sérieuse de la région d'Annemasse (on doit à la vérité de dire que, pour une fois, socialistes et communistes avaient là manifesté leurs réserves, voire leur opposition).

Bref, la relance permet l'accélération d'une politique à courte vue qui aboutit inexorablement à ces impasses où l'on doit choisir entre la préservation de l'emploi et la qualité de la vie. Parmi les projets du Gouvernement genevois, aucun ne parie sur les moyens de transport de demain : non seulement les liaisons ferroviaires indispensables sont abandonnées, mais stagne l'essor des transports en commun urbains, malgré le retard énorme que leur développement accuse par rapport aux autres villes suisses.

Pas de projets d'envergure

Dans le bâtiment, aucun projet d'envergure générateur d'emplois, comme la rénovation systématique de l'habitat ancien et l'isolation phonique ! Aucun projet non plus qui tendrait à l'amélioration systématique de l'isolation thermique (diminution du volume de nos importations de pétrole à la clef).

On se contente de multiplier ces tranchées au fond desquelles des masses d'automobilistes sont censés compenser leur absence de pouvoir, d'autonomie, par des débauches de vitesse.